

**Modernisation du stade Saint-Henri**  
**Marseille 13016 – 9 lots**  
**N° de consultation : 2020\_50001\_0044**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES**  
**LOT 00 – PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES**



**VILLE DE MARSEILLE**  
**Direction Générale Adjointe Architecture et Valorisation des Equipements - DGAAVE**  
**Direction des Etudes et Grands Projets de Construction - DEGPC**  
Service Maîtrise d'Ouvrage  
Ilot Allar - 9, rue Paul Brutus  
T : 04 91 55 18 28 - 04 91 55 18 40 / 04

MAITRE D'OUVRAGE



**i-LOT architecture**  
43, « Le Corbusier »,  
280, Boulevard Michelet - 13008 MARSEILLE  
☎ : 09 52 46 02 04 - 06 22 90 04 29

ARCHITECTE



**TPF ingénierie**  
Immeuble Le Balthazar  
2, Quai d'Arenc  
13002 – MARSEILLE  
☎ : 04-91-23-77-50 – @ : d.urban@tpfi.fr

INGENIERIE



**Marc Richier - Paysagiste**  
28, Rue François Arago  
13005 Marseille  
☎ : 04 91 24 67 06 - F: 04 91 24 67 65

PAYSAGISTE



**APAVE Marseille - Agence Bâtiment - Génie Civil**  
8 Rue Jean Jacques Vernazza  
13016 MARSEILLE  
☎ : 04 96 15 22 60

BUREAU DE  
CONTROLE

	EMETTEUR	CODE AFFAIRE	TYPE DE DOCUMENT	INDICE	DATE	NB PAGES
REFERENCE DU DOCUMENT	DU	MAP180018	CCTP DCE	03	11/2020	29

INDICE	DATE	OBJET	PAGES
00	03/07/2020	Création du document	30
01	31/07/2020	Mise à jour suite remarques MO	29
02	22/09/2020	Mise à jour suite observations MO	29
03	23/11/2020	Mise à jour suite observations MO	29

REDACTION	VERIFICATION	APPROBATION	DESTINATAIRES
DU	DU	I-LOT Architecture	MO / Architecte

## SOMMAIRE

<b>I -</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
I.1 -	OBJET DU PRESENT DOCUMENT	5
I.2 -	PHASAGE DES TRAVAUX	5
I.3 -	TRAVAUX EN SITE OCCUPE	5
I.4 -	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
I.5 -	DIVISION PAR CORPS D'ETAT	5
I.6 -	DOCUMENTS	5
I.6.1 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
I.6.2 -	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)	5
I.6.3 -	RAPPORT AMIANTE	6
I.6.4 -	RAPPORT D'ETUDE DE SOLS	6
I.6.5 -	RAPPORT DU BUREAU DE CONTROLE	6
I.6.6 -	PLAN GENERAL DE COORDINATION	6
I.6.7 -	MODELE PANNEAU DE CHANTIER	7
I.6.8 -	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA CONDUITE DE CHANTIER	7
I.6.9 -	PERMIS DE CONSTRUIRE	7
I.6.10 -	DOCUMENTS GRAPHIQUES	7
I.6.11 -	HYPOTHESES DE CALCUL	7
I.7 -	CONTENU ET LIMITES DU DPGF DESCRIPTIF	8
I.8 -	INTERPRETATION DES PLANS	8
I.9 -	DOCUMENTS DE REFERENCE	9
I.10 -	CONNAISSANCE DES LIEUX	11
I.11 -	IMPOSITIONS ET AUTORISATIONS DES SERVICES ADMINISTRATIFS	11
I.12 -	ORIGINES ET QUALITES DES MATERIAUX	12
I.13 -	DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ENTREPRISES	12
I.13.1 -	APPLICATION DU C.C.T.P.	12
I.13.2 -	NETTOYAGE DU CHANTIER	12
I.13.3 -	SECURITE DE CHANTIER	13
I.13.4 -	DELAIS D'EXECUTION	13
I.13.5 -	PRESENTATION DES OFFRES	13
I.13.6 -	LES ASSURANCES	13
I.13.7 -	QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES	14
I.14 -	ORGANISATION DU CHANTIER	14
I.14.1 -	GENERALITES	14
I.14.2 -	PILOTAGE COORDINATION	14
I.14.3 -	REUNIONS DE CHANTIER	15
I.14.4 -	PHASE PREPARATOIRE – ETUDES	15
I.14.5 -	ETABLISSEMENT DES PLANS	16
I.14.6 -	ORGANISATION DE LA PHASE EXECUTION	16
I.14.7 -	PANNEAU DE CHANTIER ET DE COMMUNICATION VILLE DE MARSEILLE	16
I.14.8 -	BUREAUX ET MAGASINS DE CHANTIER	16
I.14.9 -	ACCES CHANTIER ET CLOTURES	17
I.14.10 -	OUVRAGES EXISTANTS	17
I.14.11 -	TRAVAUX MODIFICATIFS	17
I.14.12 -	DEPENSES POUR L'ORGANISATION DU CHANTIER	17
I.14.13 -	VOLS- DEGRADATIONS	18
I.14.14 -	ETABLISSEMENT DU PLANNING	18
I.14.15 -	RESPECT DU PLANNING	19
I.14.16 -	PORTEE DU REGLEMENT	19

I.14.17 -	DIFFUSION DES DOCUMENTS PAR INTERNET	19
I.14.18 -	COMPTE PRORATA	19
I.14.19 -	COMPTE INTER-ENTREPRISES	20
I.15 -	PLANS ET DPGF	20
I.16 -	COORDINATION DES TRAVAUX ENTRE CORPS D'ETAT	20
I.16.1 -	GROS OEUVRE	21
I.16.2 -	ELECTRICITE	22
I.16.3 -	CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE	22
I.16.4 -	DOUBLAGES	22
I.16.5 -	MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES	23
I.17 -	LOCAUX TEMOIN	23
I.18 -	RECEPTION DES SUPPORTS	23
I.19 -	RACCORDS – ESSAIS – VERIFICATIONS	23
I.19.1 -	RACCORDS APRES OUVRAGES	23
I.19.2 -	RACCORDS APRES AJUSTEMENT OU REPARATION	23
I.19.3 -	ESSAIS - VERIFICATIONS	23
I.20 -	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	24
I.21 -	PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES	24
I.22 -	TROUS, PERCEMENTS ET DIVERS	24
I.23 -	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	25
I.24 -	LIVRAISONS DES LOCAUX	25
I.25 -	GARANTIE	25
I.26 -	SOUS TRAITANT	25
I.27 -	ISOLATION THERMIQUE ET ACOUSTIQUE – OBLIGATIONS DE PERFORMANCES	25
I.27.1 -	OBLIGATIONS DE PERFORMANCES	25
I.27.2 -	REGLEMENTATION THERMIQUE	25
I.27.3 -	CONFORT ACOUSTIQUE	25
I.28 -	CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA « LOI HANDICAP »	26
I.29 -	PROTECTION DES RESEAUX EXISTANT	26
I.30 -	DETERIORATION DES EXISTANTS	26
I.31 -	SALISURE SUR LE DOMAINE PUBLIC ET PRIVE	27
I.32 -	SUJETIONS DU A LA CIRCULATION DES ENGINS DE CHANTIER	27
I.33 -	NUISSANCES AUX RIVERAINS ET USAGERS	27
I.34 -	SECURITE DES USAGERS VOIES PUBLIQUE	28
I.35 -	PROTECTION DE LA VEGETALISATION EXISTANTE ET DES ARBRES CONSERVES	28
I.36 -	CHANTIER A FAIBLES NUISANCES	28

## **I - PRESCRIPTIONS GENERALES**

### **I.1 - OBJET DU PRESENT DOCUMENT**

Le présent **Cahier des Clauses Techniques Communes** concerne les prescriptions techniques communes relatives à l'ensemble des lots pour le projet de réfection des terrains de football du stade Saint Henri, la réfection des abords ainsi que la construction d'un bâtiment à usage de vestiaires et de club, concernant :

#### **MODERNISATION DU STADE SAINT-HENRI** 13016 - MARSEILLE

L'ensemble de ces travaux et de ces différentes prestations à réaliser par les entreprises sera à exécuter conformément à la réglementation en vigueur.

### **I.2 - PHASAGE DES TRAVAUX**

Sans objet.

### **I.3 - TRAVAUX EN SITE OCCUPE**

Sans objet. Le projet sera réalisé en site inoccupé.

### **I.4 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

L'ensemble des entreprises concernées par les travaux devront le chiffrage des PSE prévues au projet (cf liste en annexe).

### **I.5 - DIVISION PAR CORPS D'ETAT**

L'ensemble des travaux est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

LOT 01 – TERRASSEMENTS / VRD / ESPACES VERTS  
LOT 02 – TERRAINS DE FOOTBALL / EQUIPEMENTS SPORTIFS  
LOT 03 – GROS ŒUVRE  
LOT 04 – ETANCHEITE  
LOT 05 – MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE  
LOT 06 – PLATRERIE / FAUX PLAFONDS / MENUISERIES INTERIEURES / PEINTURE  
LOT 07 – REVETEMENTS DE SOLS / FAIENCES  
LOT 08 – ELECTRICITE  
LOT 09 – CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRES

### **I.6 - DOCUMENTS**

#### **I.6.1 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Voir CCAP pour liste des documents contractuels et présence des pièces.

#### **I.6.2 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

La nomenclature des travaux particuliers a été faite avec le plus de détails possibles. Cependant, il reste bien entendu que cette nomenclature n'est pas limitative et que les Entrepreneurs adjudicataires devront l'entier et parfait achèvement des travaux. L'Entrepreneur est donc tenu de prendre connaissance des descriptifs de tous les lots, de manière à éviter toute omission dans la prévision de ses ouvrages. Ces derniers qui n'auront pas été spécialement détaillés et qui sont la conséquence logique de la construction seront exécutés par analogie à ceux prévus aux travaux connus.

Les entrepreneurs ne pourront arguer, soit d'un manque de concordance entre plans et le C.C.T.P soit d'une omission, d'une erreur ou d'une imprécision dans la description ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'art, leur compétence professionnelle devant suppléer, après avis du Maître d'œuvre à toutes décisions.

Les offres de prix tiendront compte, sans que l'énoncé soit limitatif, de plus-values nécessitées par :

- Les difficultés d'approvisionnement et de mise en œuvre
- Les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau
- La protection des surfaces
- Les nettoyages et l'enlèvement des gravats après chaque intervention
- Et l'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation des Entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des Entrepreneurs prévues par ces documents.
- Les analyses ou essais, qu'ils soient prévus ou non dans les D.T.U seront toujours à la charge des Entrepreneurs.

#### **I.6.3 - RAPPORT AMIANTE**

Une mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition a été réalisé par le cabinet DEKRA ( Réf 18-06023117 - rapport du 20/06/2018).

Après analyse, aucun matériau contenant de l'amiante n'a été repéré.

#### **I.6.4 - RAPPORT D'ETUDE DE SOLS**

Un rapport d'étude de sol **G2PRO** a été réalisé par la société **Geotech 18.07962 du 24/07/20**.

Ce rapport correspondant à une prestation référencée G2PRO, selon la norme des missions géotechniques (norme NF P 94-500 de Juin 2000 - révision déc. 2006).

**Important : Les prescriptions du rapport de sol priment sur le présent CCTP.**

Un diagnostic pollution de sols réalisé par Geotech (**Rapport 18.07962 DIAPO du 24/01/19**) est également joint au dossier.

#### **I.6.5 - RAPPORT DU BUREAU DE CONTROLE**

Ce dernier est fourni par le maître d'ouvrage et est annexé au présent dossier de consultation.

Il concerne les missions :

- L : la solidité des ouvrages
- AV : la stabilité des avoisinants
- LE : la solidité des existants
- PS : la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- P1 : la solidité des équipements non liés
- Sei : la sécurité des personnes / sécurité incendie
- Fa : le fonctionnement des installations électriques
- Fb : le fonctionnement des installations ascenseurs
- Fc : le fonctionnement des installations chauffage / ventilation / distribution et évacuation des eaux
- Ph : l'isolation acoustique
- Th : l'isolation thermique et économies d'énergie
- Hand : accessibilité handicapés

#### **I.6.6 - PLAN GENERAL DE COORDINATION**

En application du décret n°94-1159 du 26 Décembre 1994 portant intégration de la sécurité et organisation en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil, le

coordonnateur de sécurité de l'opération de construction établi le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) lorsque celle-ci est soumise à l'obligation de déclaration préalable ou lorsqu'elle nécessite l'exécution d'un ou plusieurs travaux comportant des risques particuliers.

Il constitue une pièce du présent dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le Plan Général de Coordination sera complété et adapté par le Coordonnateur de Sécurité en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), cela dans le cadre de l'article R238-23 section 4 du décret du 26 Décembre 1994

#### **I.6.7 - MODELE PANNEAU DE CHANTIER**

Réalisation des panneaux de chantier (panneaux réglementaires et deux panneaux de communication de la Ville de Marseille) suivant le modèle défini par le maître de l'ouvrage.  
Voir précisions au §1.15.7.

#### **I.6.8 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA CONDUITE DE CHANTIER**

L'Entreprise titulaire du marché devra se rapprocher des services techniques concernés de la commune de MARSEILLE et des Services Technique du site.

#### **I.6.9 - PERMIS DE CONSTRUIRE**

Le maître d'ouvrage le tient à la disposition de l'entreprise si besoin.

#### **I.6.10 - DOCUMENTS GRAPHIQUES**

Voir liste des pièces en annexe.

#### **I.6.11 - HYPOTHESES DE CALCUL**

##### Hypothèses générales :

Région neige :	Région A2 (suivant EUROCODE 1 EN19911-3) – Altitude indicative 250m
Action du vent :	Zone 3 (suivant EUROCODE 1 EN1991-1-4) – Site Normal
Zone de sismicité :	Zone 2 suivant EUROCODE 8 – Classe d'importance de l'ouvrage : II
Zone climatique :	H3 (règles Th-BCE 2012)
Gel :	Béton (NF EN 206-1) : gel faible (classe XF1 ou XF2)

##### Rapport de sol

Campagnes de sol réalisées, transmises au dossier :

Investigation géotechnique – FONDASOL – Réf : EMA-09-0104 – Pièce n°001

G2PRO – GEOTEC – Réf : 2018/07962/MARSE – indice : 0

Diagnostic pollution de sol - rapport GEOTEC - 18.07962 DIAPO du 24/01/19

##### Comportement au feu de la structure :

- Suivant notice de sécurité et classification du bâtiment.

*Charges d'exploitation :*

- Les charges d'exploitations à prendre en compte sont les EUROCODES 0-1. Bases de calcul de la construction et charges d'exploitation des bâtiments.

*Contreventement :*

- Le contreventement est assuré par des voiles dans le sens transversal et longitudinal à tous les niveaux.

*Sondages :*

- L'entreprise doit toute sujétions de sondages des existants pour une parfaite réalisation de leurs ouvrages
- L'entreprise du présent lot doit une analyse de l'eau et du sol afin de vérifier leur agressivité vis à vis du béton.

*Classes d'exposition :*

La classe d'exposition des bétons sera conforme aux recommandations de la Norme NF EN 206-1.

## **I.7 - CONTENU ET LIMITES DU DPGF DESCRIPTIF**

Il est rappelé que le présent CCTP est général et unique pour l'ensemble du chantier. Les entreprises sont donc réputées avoir une connaissance de l'ensemble des travaux à réaliser, de leurs conditions d'exécution et avoir décelé et apprécié les incidences sur ses propres travaux de l'activité prévue des autres corps d'états.

Le fait de formuler une offre, implique l'acceptation, sans réserve, des conditions d'exécution du marché.

L'énumération des travaux et leur description, pour précises qu'elles soient, ne peuvent être considérées comme limitatives, non pas en ce qui concerne les ouvrages supplémentaires, qui pourraient être demandés en cours de chantier par le Maître d'ouvrage, mais pour tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution des ouvrages décrits au présent ou figurés sur les plans.

Il appartient donc, à chaque entreprise, d'envisager et d'exécuter tous les ouvrages relevant de son Art et nécessaire à un parfait et complet achèvement des travaux, y compris ceux dont il ne serait pas fait explicitement mention plus avant.

Toutes les prestations et la mise en œuvre de tous moyens nécessaires pour parvenir à leur exécution seront exigées.

## **I.8 - INTERPRETATION DES PLANS**

Les côtes portées sur les plans sont des côtes d'ouvrages finis, établis à partir des relevés réalisés dans le cadre du présent DCE.

Les plans joints au présent dossier ne le sont que pour information à l'entreprise dans le cadre de l'établissement de son offre qui doit, sous son entière responsabilité, alerter, le cas échéant, le maître d'œuvre sur les inexactitudes constatées, avant remise de son offre.

Les entreprises seront tenues, avant tout commencement de leurs travaux, de vérifier l'état des lieux, et de signaler sans délai, toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient relever et toutes les difficultés qu'elles pourraient prévoir, pour l'exécution future des ouvrages.



A défaut pour l'une quelconque d'entre elles de se conformer à la prescription du paragraphe ci-dessus et s'il se vérifie ultérieurement à son intervention, une non-conformité grave, elle sera tenue pour co-responsable avec l'entreprise auteur de cette non-conformité.

Enfin les entreprises devront se conformer aux conditions émises sur le Permis de Construire (conditions qui seront portées à sa connaissance). Si ces conditions étaient en contradiction avec quelques détails du projet, elles devront se faire préciser par le Maître d'œuvre, par écrit, les dispositions à adopter.

## I.9 - DOCUMENTS DE REFERENCE

Chaque entreprise dans son domaine, devra en ce qui concerne la qualité des matériaux fournis et leur mise en œuvre, respecter les règlements et les normes ci-après.

Les prescriptions de ces normes seront considérées par les entreprises, comme minimales et seront toujours subordonnées aux prescriptions du présent document lorsque ces dernières imposeront une qualité meilleure ou une mise en œuvre plus soignée, ou les deux à la fois.

Les normes visées sont de façon non limitative :

- Les normes de l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.)
- Les prescriptions des documents techniques du R.E.E.F. (Répertoire des Ensembles et des Eléments Fabriqués du bâtiment)
- Les Cahiers des Clauses Techniques (C.C.T.) et règles de calculs D.T.U. - Documents Techniques Unifiés (Décret du 26/01/84, modifié le 18/07/90) ainsi que les normes françaises NF appelées à les remplacer.
- Les prescriptions provisoires ayant valeur de Cahier des Charges D.T.U.
- L'ensemble des fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) des marchés publics suivant la dernière liste parue au journal officiel à la date de la réalisation.
- Le Code de la Construction et de l'habitation du 31/05/1978, décret du 14 Novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
- Nouvelle réglementation acoustique N.R.A., arrêtés du 28 Octobre 1994 et du 9 Janvier 1995.
- Décret 95-408 du 18 Avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (le décret 88-523 du 05 Mai 1988 est abrogé)
- Décret 95-409 du 18 Avril 1995 relatif à la lutte contre le bruit par les agents de l'Etat et des Communes commissionnées et assermentées
- Règlement sanitaire départemental type et textes pris en application de la Loi 86-17 du 6 Janvier 1986
- Guide de la sécurité et sa mise à jour 1988

*Plus particulièrement :*

Normes et DTU relatifs aux terrains de sport :

- NF P90-112 (décembre 2016) : Sols sportifs - Terrains de grands jeux en gazon synthétique - Conditions de réalisation
- NF EN 15330-1 (octobre 2013): Surfaces en gazon synthétique et surfaces textiles aiguilleté, spécifications relatives aux surfaces en gazon synthétique destinées à la pratique du football, du hockey ou du tennis, aux entraînements de rugby, ou à un usage multisports,
- NF EN 15330-2 (juillet 2017): Surfaces en gazon synthétique et surfaces textiles aiguilleté, spécifications relatives aux surfaces en textile aiguilleté destinées à la pratique du tennis ou à un usage multisports,
- NF EN 14877 (octobre 2013) : Revêtements synthétiques pour terrains de sport en plein air – Spécification,
- Norme expérimentale XP P90-104 (décembre 1992) relative aux essais accélérométrique (confort et performance)

- Fascicule du CCTG n° 35 : travaux d'espaces verts, d'aires de sport et de loisirs et ses annexes - Cahier des charges « sols sportifs de plein air » du Ministère de la Jeunesse et des Sports (édition Le Moniteur 1992)
- le règlement et les recommandations des terrains et installations sportives de la Fédération Française de Football (applicable suite à l'Assemblée Fédérale du 31 mai 2014 et validée par la Commission en date du 27 février 2014) disponible sur le site officiel de la Fédération Française de Football [www.fff.fr](http://www.fff.fr),
- le manuel Fifa des méthodes d'essais et exigences pour les gazons synthétiques » : FIFA Quality Concept for Football Turf, Handbook of Requirements octobre 2015 disponible sur le site de la Fédération Internationale de Football : [fifa.com](http://fifa.com),
- FÉDÉRATION FRANÇAISE DE FOOTBALL - RÈGLEMENT DE L'ÉCLAIRAGE DES TERRAINS ET INSTALLATIONS SPORTIVES  
Nouveau texte adopté par l'Assemblée Fédérale du 31 mai 2014.  
Validé par la Commission d'Examen des Règlements Fédéraux Relatifs aux Équipements Sportifs (C.E.R.F.R.E.S.) en date du 27 février 2014.

Ainsi que d'un point de vue général : tout arrêté, décret, circulaires, lois, Cahier du C.S.T.B., Normes Françaises & Européennes, Avis techniques, recommandations des fabricants, etc... ayant rapport avec la nature des travaux réalisés, l'entreprise en tant que professionnel se doit de se conformer à l'ensemble de ces documents.

Les entrepreneurs ne pourront, en aucun cas, se prévaloir de la méconnaissance de l'un quelconque des textes entrant dans l'élaboration du présent programme.

Les entrepreneurs devront, dans les phases préparatoires, de chantier, d'exécution et de réception se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques contractuels.

Le marché est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 ; décrets n° 94-1159 du 26 Décembre 1994, n° 95-543 du 4 Mai 1995, n° 95-607 et 608 du 6 Mai 1995 ; arrêté du 7 Mars 1995. Articles du Code du Travail définissant les principes généraux de prévention et les règles de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

La réglementation des services techniques, publics et locaux est applicable.

Les pièces contractuelles sont les documents cités en vigueur le premier jour du mois précédent la remise des prix.

En outre, les entreprises seront tenues de mettre leurs ouvrages en conformité avec toute nouvelle réglementation qui pourrait être mise en vigueur après la passation de leur marché, étant entendu que les charges qui pourraient leur être imposées de ce fait, seront prises en compte par le Maître de l'Ouvrage.

#### **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé**

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le Plan Général de Coordination sera complété et adapté par le Coordonnateur de Sécurité en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), cela dans le cadre de l'article R238-23 section 4 du décret du 26 Décembre 1994.

a) A la charge du lot Gros-œuvre :

- Fourniture et mise en place des dispositifs de sécurité du chantier, tels que protection des ouvertures extérieures, escaliers, trémies et autres : échafaudages des façades et tous dispositifs propres à ces travaux.

**b) A la charge de chaque corps d'état (y compris le Gros- œuvre) :**

- Entretien et maintien, sous sa responsabilité, des dispositifs pendant la durée de son intervention.

Toutes les entreprises intervenantes (entreprise principale, co-traitants, sous-traitants, artisans, etc.) devront avant tout démarrage de leurs travaux, participer à une réunion d'inspection commune avec le CSPS et remettre leur PPSPS.

**Contrôle technique**

Le bureau de contrôle a été chargé par le Maître d'ouvrage d'une mission de contrôle technique relative à l'ensemble du projet. A ce titre, il appartiendra aux entrepreneurs de lui fournir les renseignements suivants :

- Plan de contrôle interne qui leur permettra de s'assurer de la bonne exécution des travaux.
- Nature et liste des essais prévus en cours d'exécution.
- Plan, DPGF descriptif et autres documents d'exécution.
- Procès verbaux des essais de fonctionnement des installations.

Le rapport du Contrôleur Technique fait partie intégrante du marché. Les compléments d'informations qu'il apporte seront d'office exécutés par les entrepreneurs sans supplément de prix. Il en sera de même, lors de la réalisation des travaux, des avis écrits du Contrôleur Technique consignés dans une correspondance spécifique ou dans les PV de chantier.

**I.10 - CONNAISSANCE DES LIEUX**

Les entrepreneurs sont réputés avoir, avant remise de leur offre, pris connaissance complète et entière des lieux et de leurs abords, effectués toutes enquêtes nécessaires afin de se rendre compte des sujétions particulières à la nature de l'opération et avoir, s'ils le jugeaient utiles, sollicité du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage tous renseignements utiles.

Ils sont donc réputés avoir pu apprécier l'ensemble des contraintes liées au site et à son environnement et en avoir tenu compte dans leur offre. En aucun cas, ils ne pourront se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une quelconque indemnité.

De plus, ils sont censés avoir effectué leur propre évaluation des quantités en jeu pour remettre leur offre. Les quantitatifs fournis dans le présent document, et dans la DPGF, ne sont qu'indicatifs et en aucun cas contractuels. Pour les ouvrages non visibles, il leur appartiendra d'évaluer leur importance, à leurs risques et de les inclure dans leur offre.

**I.11 - IMPOSITIONS ET AUTORISATIONS DES SERVICES ADMINISTRATIFS**

Les entreprises devront contacter les services compétents en matière de circulation urbaine de façon à obtenir les autorisations nécessaires pour la circulation aux abords du chantier, ainsi que pour la mise en place de la signalisation, et ce suivant nécessité des travaux.

Elles devront se soumettre aux obligations imposées par le Maître d'ouvrage, la Mairie et la DDE, concernant le maintien en état des voies et installations autour du chantier.

De même, chaque intervenant est tenu d'obtenir, auprès des organismes concernés (concessionnaires des réseaux), tous les renseignements, autorisations et servitudes nécessaires à l'installation du chantier et à ses propres travaux.

En outre, les entreprises devront faire leur affaire personnelle de l'obtention de tous les accords et toutes les autorisations auprès des administrations et services publics compétents nécessaires à la réalisation de ses travaux.

### **I.12 - ORIGINES ET QUALITES DES MATERIAUX**

Le mot " Matériau " est pris dans un sens général pour désigner les matières premières et les produits plus ou moins œuvrés avant leur mise en œuvre ou en place. Les matériaux employés seront toujours de première qualité et conformes aux Normes Françaises pour l'utilisation considérée.

Leur origine, leur préparation et leur mise en œuvre doivent être proposées par les entrepreneurs et agréées par le Maître d'œuvre (après avis du Contrôleur Technique), sans que cette démarche ne diminue en rien la responsabilité des entrepreneurs qui demeure entière en ce qui concerne l'exécution, ou le fournisseur en ce qui concerne la fourniture.

Tous les types de matériaux employés sur le chantier doivent être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique. Les entrepreneurs devront, pour obtenir cet agrément fournir tous renseignements utiles concernant l'origine, le lieu d'extraction ou de fabrication du matériau, sa qualité, sa fiche d'homologation, avis technique du C.S.T.B. etc.

Avant la mise en oeuvre, les entrepreneurs sont tenus de déposer au bureau de chantier, un échantillon du matériau pour chaque qualité envisagée. Ces échantillons seront appelés à subir les contrôles et essais conformes à ceux prévus par les normes en vigueur et les règles de la profession.

Les essais obligatoires ou spécifiquement demandés, au nombre de un à trois par élément distinct, seront toujours à la charge des entrepreneurs.

### **I.13 - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ENTREPRISES**

#### **I.13.1 - APPLICATION DU C.C.T.P.**

Le C.C.T.P. est applicable à tous les corps d'état. Il est établi par spécialité d'exécutants. Il forme un tout qui doit être connu dans son ensemble par chaque Entrepreneur. Les Entrepreneurs de tous les lots sont tenus de se rendre sur les lieux afin d'apprécier personnellement les difficultés relatives à l'accès, l'état des éventuels bâtiments existants mitoyens, de la forme et de la nature du sol et du sous-sol etc.... Ils effectueront les reconnaissances et sondages qu'ils jugeront nécessaires.

Chaque corps d'état devra prévoir les travaux et fournitures résultant des spécifications des autres corps d'état et devra compléter ces spécifications. Les entrepreneurs devront prévoir et exécuter conformément aux règles de l'art, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et au bon fonctionnement des installations.

#### **I.13.2 - NETTOYAGE DU CHANTIER**

Le nettoyage (bâtiment et abords), devra être tenu constamment en état de propreté en cours de travaux, les Entreprises de chaque corps d'état devront le nettoyage et l'enlèvement des gravats aux décharges publiques. Le nettoyage pourra être demandé à tout moment par le Maître d'Ouvrage à l'Entreprise qu'il juge responsable de la malpropreté du chantier.

En cas de non exécution, le nettoyage sera commandé à une autre Entreprise et les frais de ce nettoyage seront portés en déduction des situations de l'Entreprise jugée responsable.

### **I.13.3 - SECURITE DE CHANTIER**

L'ensemble des entreprises sur le chantier disposeront d'un registre du personnel consultable, et toutes les personnes travaillant sur le projet seront OBLIGATOIREMENT badgées avec Leur Nom et Indication de la Société.

La surveillance générale de la sécurité et de l'hygiène incombe à l'Entrepreneur du lot **03 GROS ŒUVRE**. Les échafaudages, les échelles, les garde-corps de protection devront être réglementaires et efficaces.

### **I.13.4 - DELAIS D'EXECUTION**

Le calendrier d'exécution est établi en jours effectifs de travail. L'Entreprise de maçonnerie devra tenir à jour et faire viser à chaque rendez-vous de chantier par le Maître d'œuvre un tableau sur lequel seraient inscrites les températures et les intempéries. (Pluie, vent, neige, etc ...)

Il ne sera fait aucun rappel à cette prescription et dans le cas où elle ne serait pas respectée, les arrêts de chantier pour cause d'intempéries ne seraient pas défalqués du délai. En cas de litige, seules les journées d'intempéries officialisées par le Maître d'œuvre seront prises en compte.

### **I.13.5 - PRESENTATION DES OFFRES**

Les entrepreneurs appelés à participer à l'appel à concurrence devront obligatoirement tenir compte pour l'établissement de la remise de sa proposition des impératifs suivants :

- En sus de leur soumission, ils remettront une Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire
- Il est bien spécifié que les quantités indiquées par l'Entrepreneur dans son appel d'offres ne limite en aucun cas dans l'éventualité d'erreur de leur part, le travail du dit Entrepreneur aux quantités à réaliser, mais qu'elles que soient celles-ci, il devra l'entier et complet achèvement des ouvrages sans aucun supplément au montant de sa soumission.
- Conformément à la réglementation en vigueur le montant des taxes, et le montant toutes taxes comprises du marché.
- Les prix remis le seront en toute connaissance et non susceptibles d'une quelconque augmentation pour erreur ou omission.
- Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de remanier ou de modifier la disposition et l'importance des ouvrages pendant la période comprise entre la remise des offres et la signature des pièces constituant le Marché. Les Entrepreneurs pourront mesurer l'incidence de ces modifications sur leur DPGF et soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre qui conservera en définitive le droit de décision.

### **I.13.6 - LES ASSURANCES**

Les Entrepreneurs et sous-traitants éventuels doivent être titulaires d'une police d'assurance de "Responsabilité Civile de Chef d'Entreprise" couvrant les conséquences pécuniaires de dommages de toutes natures corporelles matériels ou immatériels causés aux tiers, soit par le personnel salarié en activité de travail ou par le matériel d'Entreprise ou d'exploitation, soit du fait des travaux, soit encore du fait d'incidents survenus après la fin des travaux et mettant en cause sa responsabilité du droit commun (article 1382 et suivant du Code Civil).

Les Entrepreneurs doivent fournir les attestations de leurs polices d'assurance précisant les montants de garanties, le Maître d'Ouvrage se réservant le droit de faire augmenter ces montants de garanties s'il les juge insuffisantes. Les Entrepreneurs sont entièrement et exclusivement responsables envers le Maître d'Ouvrage ou ses ayants droits, pendant toute la durée de la garantie décennale, prenant cours à la signature du procès verbal de réception définitive (ou à défaut de la prise de possession de l'ouvrage) de tous vices, défauts ou malfaçons afférents aux travaux traités, sans préjudice de la réparation de tous dommages quelconques qui pourraient en résulter.

Aucun règlement pour solde ne sera effectué, d'une part au profit de l'entrepreneur responsable des primes tant que celui-ci n'aura pas justifié de leur règlement intégral par la présentation du quitus de l'assureur ; d'autre part,

au profit des autres Entrepreneurs, tant qu'ils n'auront pas justifié de leur règlement intégral de leur participation aux frais de cette assurance.

Une assurance incendie et dégâts des eaux sera établie au profit conjoint de Maître d'Ouvrage et des Entrepreneurs sans exception et doit s'appliquer pendant la période d'exécution et le délai de douze mois de garantie, sans pour autant, dans ce dernier cas, que le dommage résulte d'une cause antérieure. Elle devra également couvrir les pertes ou dommages qui pourraient être causés par les Entrepreneurs dans l'accomplissement des obligations qui incombent dans le délai de garantie.

Dans le cas où les Entrepreneurs manqueraient à l'obligation de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée, le Maître d'Ouvrage sans qu'il soit besoin d'une sommation, ni mise en demeure, sera en droit de contracter lui-même cette assurance ou la maintenir en état de validité ou intervenir comme payeur direct.

Les frais correspondants seront retenus sur les situations d'acomptes et reversés aux assurances dans les conditions prévues aux contrats.

#### **I.13.7 - QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES**

Les Entrepreneurs et leurs sous-traitants présenteront en même temps que leurs offres de prix les attestations de qualifications professionnelles correspondantes.

#### **I.14 - ORGANISATION DU CHANTIER**

##### Limites de prestations :

A la charge du lot **03 GROS ŒUVRE**

##### **I.14.1 - GENERALITES**

Le présent chapitre a pour objet de préciser et d'harmoniser les rapports entre les différentes parties prenantes de l'opération, il établit les « règles du jeu » à appliquer par tous pendant la réalisation du projet.

Ses objectifs sont en particulier :

- définir clairement la structure mise en place pour réaliser l'opération dans les meilleures conditions
- expliciter d'une façon suffisamment détaillée, la méthode de travail préconisée pour organiser le déroulement de l'opération au cours des différentes phases : préparation - exécution - livraison
- mettre en place une organisation cohérente pour faciliter la tâche de chaque participant et contribuer à créer, durant toute la réalisation de l'opération, un climat de collaboration constructive entre les parties prenantes.

##### **I.14.2 - PILOTAGE COORDINATION**

La mission d'OPC (à la charge du maître d'œuvre), comprenant notamment :

- L'établissement et la mise à jour tout au long du chantier du planning général des interventions,
- La coordination entre chaque intervenant,
- De contrôler pendant les différentes phases de l'opération l'avancement des travaux,
- D'établir le planning définissant l'ordre d'exécution des ouvrages et indiquant les périodes d'exécution de chaque corps d'état relatifs aux différents lots,
- D'établir le planning d'exécution détaillé des ouvrages,
- D'actualiser les plannings lorsqu'une mise à jour s'avérera nécessaire,
- De contrôler au point de vue des approvisionnements et des dates d'exécution les programmes particuliers à chaque sous lot,
- De prendre, en collaboration avec les entreprises concernées et en accord avec les concepteurs, toutes les mesures correctives en vue de pallier les retards éventuels et détecter les tendances,

- De mettre en place et d'assurer la maintenance des installations communes et des installations de sécurité.

#### **I.14.3 - REUNIONS DE CHANTIER**

Les rendez-vous de chantier sont prévus aux dates indiquées par le Maître d'œuvre à raison d'une réunion par semaine minimum, et en fonction des besoins du chantier. Les intervenants dont la présence est demandée à ces rendez-vous en sont informés par le compte-rendu du rendez-vous précédent.

La diffusion des informations aux sous-traitants est à la charge des entreprises titulaires.

Les rendez-vous de chantier seront prévus sur le chantier, aux dates indiquées par la Maîtrise d'œuvre. Il sera interdit de fumer pendant les réunions de chantier.

**Toute absence ou retard au rendez-vous de chantier sera pénalisé conformément aux spécifications du CCAP.**

**L'utilisation en réunion de chantier de téléphone portable est interdite.**

Les compte-rendu résultant des réunions de chantier sont diffusés à chaque intervenant par le MOE. Ils consignent les dispositions arrêtées et les diverses décisions prises pendant les réunions. Ces instructions résultant d'une mise au point faite avec la collaboration du représentant de l'entreprise, elle aura donc obtenu son accord explicite.

Les entreprises devront prendre très exactement connaissance de tous les comptes-rendus qui leur sont adressés. Si certaines décisions y figurant soulèvent de leur part des observations, elles doivent en faire part, par lettre, dans les huit jours, au Maître d'œuvre.

Passé ce délai, les décisions portées aux différents comptes-rendus sont réputées acceptées par l'entreprise qui n'a pas fait d'observations écrites. Ils lui seront alors opposables en cas de difficulté ultérieure.

#### **I.14.4 - PHASE PREPARATOIRE – ETUDES**

Pendant la période de préparation, les entreprises devront notamment sans que cette liste soit limitative :

- Procéder à l'étude de chaque lot par le représentant des entreprises responsables,
- Réaliser la coordination technique des travaux de l'ensemble des corps d'état,
- Etablir les plans d'installations de chantier et proposer toutes les dispositions d'échafaudages,
- Proposer des solutions techniques au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage ; ces derniers accepteront de prendre les décisions nécessaires dans les délais compatibles avec la bonne marche des études,
- Définir les modes opératoires permettant d'étudier le planning d'enchaînement des opérations
- Mettre au point les plans d'exécution et notes méthodologiques.
- Faire approuver les plans d'exécution de tous les participants par chacun d'eux (en vue d'éviter toute erreur ou conflit au stade de l'exécution).
- Participer à une réunion d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.
- Prendre en compte toutes les directives complémentaires portées au CCAP.

De plus, l'OPC établira, pendant la phase préparation à partir des plannings prévisionnels de chaque entreprise, les documents suivants :

- Le planning général récapitulatif conforme aux délais indiqués au CCAP,
- Les plannings particuliers et les détails nécessaires.

Durée de la phase préparatoire: voir CCAP.



#### **I.14.5 - ETABLISSEMENT DES PLANS**

L'entreprise titulaire de chaque lot devra établir les plans d'exécution concernant l'ensemble de ses prestations techniques, suivant le programme de travail établi par l'OPC et suffisamment à l'avance pour permettre l'approbation de ces plans (délai moyen : 2 semaines).

Lorsque les études des entreprises ne sont pas effectuées par les entreprises elles-mêmes, les bureaux d'études feront obligatoirement l'objet d'un agrément préalable du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Numérotation des plans :

- Nom de l'entreprise, bureau d'études, etc.
- N° du lot,
- Indice modificatif : chaque modification survenant en cours d'étude entraîne la production d'un nouveau plan. Chaque entreprise doit faire figurer sur les plans successivement établis :
  - Indice modificateur (A-B-C ...)
  - Date de modification
  - Objet détaillé de la modification.

Acceptation des plans d'exécution :

- Chaque intervenant doit se préoccuper d'accepter les plans établis par les autres corps d'état qui influent sur ses propres travaux.
- En vue de lui faciliter les démarches, un dossier complet et à jour de tous les plans d'exécution en vigueur à la date considérée est déposé dans la salle de réunion du chantier.

#### **I.14.6 - ORGANISATION DE LA PHASE EXECUTION**

Les entreprises devront maintenir en permanence le même représentant toute la durée du chantier. Ce représentant doit être habilité à prendre sur-le-champ toute décision. Chaque entreprise doit obtenir de son représentant une adhésion active à toutes les dispositions prévues pour l'organisation du chantier et en particulier, un respect complet des clauses portées au présent règlement.

Les entreprises sont invitées à faire part de leurs observations ou de leurs suggestions en vue de l'amélioration des méthodes de travail, de la réduction des délais ou de toutes autres dispositions leur paraissant souhaitables dans l'intérêt général de l'opération.

#### **I.14.7 - PANNEAU DE CHANTIER ET DE COMMUNICATION VILLE DE MARSEILLE**

L'entreprise titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE** devra fournir et mettre en place un panneau de chantier de dimension nécessaire à l'affichage de l'ensemble des intervenants (environ 2,00 m x 2,00 m) et suivant modèle fourni par le Maître d'Ouvrage comportant notamment l'identification de l'opération, le nom, et logos en couleur pour l'ensemble des intervenants.

Ce panneau de chantier devra faire apparaître le n° de permis conformément à la réglementation en vigueur.

On prévoira également la fourniture et pose de 2 panneaux de communication de la Ville de Marseille.

Les panneaux seront correctement ancrés au sol ou dans plots béton posés sur le sol.  
Ils seront visibles depuis la voie publique (implantation à valider par MOE et MO)

Compris entretien pendant tout le chantier, puis dépose en toute fin de chantier et évacuation en décharge.

#### **I.14.8 - BUREAUX ET MAGASINS DE CHANTIER**

L'entreprise titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE** proposera un plan d'installation du chantier en coordination avec tous les intervenants.



Outre les installations propres et nécessaires à chaque intervenant, il sera mis en place et raccordé par l'entreprise titulaire du lot n°**03 GROS ŒUVRE** :

- une salle de réunion, 10 personnes avec 1 armoire pour le dossier marché et plans d'exécution.
- les installations sanitaires nécessaires pour l'ensemble des entreprises intervenantes, WC, douches, vestiaires et lavabos.
- un réfectoire pour l'ensemble du personnel.

La Salle de réunion devra être équipée d'éclairage, chauffage, tables et chaises ainsi qu'armoire pour les besoins du chantier. Les sanitaires pourront être de type WC chimique.

L'ensemble des frais relatifs à la mise en œuvre de ces installations, à l'entretien et aux consommations sera à la charge de l'entreprise titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE**.

**(Hors prestations a la charge du lot Electricité selon CCTP 08 Electricité)**

#### **I.14.9 - ACCES CHANTIER ET CLOTURES**

Les clôtures de chantier seront constituées de clôtures type barrières de chantier en fil d'acier H = 2.00m correctement fixées entre elles, positionnées sur des massifs béton posés au sol et poteaux bois ou métal ancrés au sol.

Implantation selon besoin en complément des clôtures périphériques existantes (cf CCTP **03 GROS ŒUVRE**)

Si nécessaire un portail fermant à clé sera installé pour permettre l'accès des engins de chantier.

Fourniture, installation et entretien des clôtures tout au long du chantier et dépose en fin de chantier à la charge du lot **03 GROS ŒUVRE**.

#### **I.14.10 - OUVRAGES EXISTANTS**

Avant toute intervention, l'entreprise devra faire dresser par un huissier un constat d'état des lieux, en présence d'un représentant du Maître d'ouvrage.

Ce constat concerne la voirie, les trottoirs, les éléments de surface existants, les équipements divers, les espaces verts les réseaux et tout ouvrage mitoyens aux travaux du présent marché.

Les honoraires et frais de l'huissier sont à la charge de l'entreprise du lot **03 GROS ŒUVRE**.

#### **I.14.11 - TRAVAUX MODIFICATIFS**

Il est rappelé à l'entreprise que son offre de prix est globale et forfaitaire pour l'ensemble du chantier toutefois, dans le cas où, en cours de travaux, le Maître de l'ouvrage ou le Maître d'œuvre seraient amenés à envisager des travaux modificatifs ou supplémentaires, l'entreprise concernée sera informée en temps utiles des décisions prises et devra transmettre les informations à ses co-traitants ou sous-traitants.

Dans les huit jours suivant la réception des ordres de service correspondants, les entreprises feront connaître au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage les incidences éventuelles de ces travaux modificatifs sur le délai contractuel et sur l'ordonnancement du chantier.

#### **I.14.12 - DEPENSES POUR L'ORGANISATION DU CHANTIER**

Toutes les dépenses engagées durant l'opération, en vue d'assurer des services ou d'installer des équipements présentant un caractère d'intérêt général (bureaux, salle de réunions, accès de chantier, éclairage, alimentation en électricité et eau du chantier, nettoyages et évacuation périodiques des déblais du chantier, organisation du

service de gardiennage et clôtures, panneaux de chantier, photographies du chantier, etc.) sont incluses dans la proposition des entreprises du lot **03 GROS ŒUVRE**.

Les dépenses de consommation eau et électricité ainsi que la mise en place des comptages, les raccordements et les frais d'installations de compteurs par les concédés seront également à la charge de l'entreprise titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE**.

**Le nettoyage quotidien du chantier et l'évacuation des gravois au fur et à mesure sont une obligation contractuelle de chaque intervenant pour ses propres travaux.**

La mise en place de bennes et l'évacuation aux décharges publiques est à prévoir par l'entreprise titulaire du Lot **03 GROS ŒUVRE** ce pour l'ensemble du chantier, un soin particulier sera apporté au tri sélectif avant mise en décharge.

En cas de défaillance, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire intervenir une tierce entreprise aux frais exclusifs de l'entrepreneur défaillant.

#### **I.14.13 - VOLS- DEGRADATIONS**

Sauf dans le cas où la responsabilité des dégâts peut être établie (et alors l'entreprise responsable assure les frais de remise en état nécessaires) les vols ou dégradations en tout genre sont pris en charge par les entreprises, chacune en ce qui concerne les dégradations de son propre lot.

#### **I.14.14 - ETABLISSEMENT DU PLANNING**

Le délai contractuel de la durée du chantier est fixé au CCAP.

Ce délai est global pour l'ensemble du chantier et son origine est fixée à la date de l'ordre de service délivré par le Maître d'Ouvrage à l'ensemble des entreprises.

Un délai spécifique par lot est également indiqué au planning prévisionnel enveloppe joint au Dossier de Consultation des Entreprises.

Compte tenu du délai pour réaliser cette opération, les entreprises titulaires devront prévoir les effectifs et le matériel nécessaires pour mener à bien cette opération dans les délais.

Le planning général et les plannings particuliers seront basés sur les « tableaux de prévisions d'exécution des travaux ». Dans le cadre du délai contractuel de l'opération, les plannings résultent de l'accord de l'entreprise sur les délais qui lui sont impartis, ils sont définitivement arrêtés après mises au point nécessaires avec les différentes entreprises co-traitantes ou sous-traitantes.

Les entreprises acceptent ces plannings sans réserve en tenant compte des moyens qu'elles devront mettre en œuvre (personnel, matériel, délais de fabrication, encadrements, etc.). En outre, le planning fait apparaître les dates impératives des décisions à prendre pour tenir compte de l'établissement des commandes, des délais de fabrication, des délais de livraison, etc.

Le planning contractuel ne prévoyant pas d'arrêt du chantier pendant la période des congés payés, il appartient à les entreprises de prévoir des équipes de remplacement et les commandes de matériel et matériaux pour assurer pendant ces périodes la continuité des travaux.

Le planning contractuel intègre les intempéries fixées au CCAP.

#### **I.14.15 - RESPECT DU PLANNING**

Dans ces conditions et compte tenu de l'engagement pris par les entreprises lors de la signature du contrat, la mise en oeuvre de tous les moyens nécessaires à la réussite complète du planning, demeure la préoccupation majeure du chef d'entreprise.

Le strict respect de cette condition par chaque entreprise co-traitante ou sous-traitante peut seul permettre la pleine efficacité de l'organisation mise en place.

Comme indiqué dans le CCAP, le non respect du planning fera l'objet de pénalité de retard à l'encontre de l'entreprise.

#### **I.14.16 - PORTEE DU REGLEMENT**

Le présent règlement régit les seuls rapports des entreprises soussignées. En aucun cas un tiers à ce règlement (créanciers, salariés, employés, fournisseurs) ne pourra s'en prévaloir.

En cas de départ d'une entreprise pour quelque raison que ce soit, soit du fait de l'entreprise elle-même, soit de son exclusion par le Maître d'ouvrage, celle-ci s'interdit de réclamer quelque indemnité que ce soit.

En particulier, il est de convention expresse que toutes les installations fixes ou provisoires, réalisées à l'occasion de l'opération sont considérées comme irrécupérables. Les entreprises s'interdisent en conséquence, de réclamer à ce titre quelque somme que ce soit.

#### **I.14.17 - DIFFUSION DES DOCUMENTS PAR INTERNET**

La diffusion des documents durant la phase chantier s'effectuera uniquement par les moyens suivant :

- Transmission des plans et détails d'exécution par courrier ou remise en réunion avec bordereau de transmission,
- Transmission des comptes rendus de réunion par fax pour chaque intervenant et mail suivant demande des intervenants,

La diffusion des documents par internet ne pourra en aucun cas se substituer au mode de transmission défini ci-dessus et par conséquent faire l'objet d'un quelconque suivi par le maître d'œuvre.

#### **I.14.18 - COMPTE PRORATA**

Le titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE** établira dans la période de préparation une convention tierce de compte-prorata conforme à la norme NF P 03-001 avec la désignation d'un gestionnaire et de 2 assesseurs rémunérés.

Ce compte prorata absorbera les frais d'investissement et de dépenses communes du chantier à l'ensemble des titulaires des marchés de travaux, comprenant :

**(Hors prestations a charge exclusive des lots 03 GROS ŒUVRE et 08 Electricité selon CCTP 03 Gros ŒUVRE et CCTP 08 Electricité et CCAP)**

- Les plans & installations communes de chantier
- Les dépenses d'entretien et maintien des installations,
- Les consommations diverses ; eau, électricité, etc...
- Les dispositions particulières de garde de la chose et ou maintien en état avant la réception finale
- La sécurité et l'hygiène du chantier
- Les implantations et repérages des niveaux durant l'exécution des travaux
- La rémunération des gestionnaires et assesseurs.

#### **I.14.19 - COMPTE INTER-ENTREPRISES**

Le titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE** établira, sur demande de la maîtrise d'œuvre à tout moment de l'exécution, un tableau de compte inter-entreprises pour entreprendre et réaliser les prestations des titulaires défaillants par les titulaires présents ou dans l'attente d'une prestation non accomplie.

Ce compte inter-entreprises viendra en plus et moins des marchés travaux pour réaliser, sur décision de la Maîtrise d'Œuvre ou de la Maîtrise d'Ouvrage, les prestations non-accomplies de :

- Levée de réserves suite aux réceptions de support,
- Nettoyage,
- Évacuation
- Etc...

#### **I.15 - PLANS ET DPGF**

Les côtes et dimensions d'ouvrages sont les dimensions de vue et de minima. Les Entrepreneurs sont tenus de vérifier toutes les côtes et dessins qui leurs seront remis. Ils devront signaler en temps utile au Maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire et demander tous les renseignements nécessaires à la bonne compréhension de tout ce qui leur semblerait incomplet.

Ils resteront responsables des erreurs qu'ils n'auraient pas signalées en temps utile. Chaque Entrepreneur reprendra sur place et sous sa responsabilité les côtes de ses ouvrages.

Aucune côte ne sera prise à l'échelle. Chaque Entrepreneur calculera les côtes qui lui feront défaut, dans le cas où le calcul présenterait une difficulté, il demandera au Maître d'œuvre de lui préciser celle-ci.

De plus, avant le début des travaux, les Entrepreneurs sont tenus d'assister personnellement ou se faire représenter par une personne qualifiée au moins à une réunion de chantier pour discuter des dispositions portées aux plans qu'ils auront la charge d'exécuter et présenter pour approbation. Si malgré ces précautions, des modifications étaient demandées à une Entreprise, venant de l'erreur ou omission d'une autre, les frais occasionnés seraient à la charge du fautif.

#### **I.16 - COORDINATION DES TRAVAUX ENTRE CORPS D'ETAT**

Tous les trous pour passages de canalisations de toutes natures seront réservés ou exécutés par l'Entrepreneur du Lot **03 GROS ŒUVRE**, dans les ouvrages de maçonnerie ou de béton armé. Les corps d'état des autres lots devront fournir dès le début des travaux l'implantation précise et les dimensions nécessaires, chaque Entreprise devant établir ses propres plans d'exécution, et en assurer le suivi.

Ils ne seront responsables des conséquences de tout retard, erreur ou omission de leur part pour la fourniture de ces renseignements. Ils devront la fourniture et la mise en place des fourreaux nécessaires, les scellements de ceux-ci étant effectués par l'Entreprise du lot **03 GROS ŒUVRE**. Le parement en sera parfaitement affleuré et ne fera aucune saillie par rapport au nu du parement VU de l'élément.

Tous rebouchages et ponçages nécessaires étant effectués en cours de travaux de peinture pour rendre ces raccords parfaitement invisibles. Les scellements traditionnels de Gros- Œuvre sont à la charge de l'Entreprise du lot **03 GROS ŒUVRE**. Ils seront à la charge du corps d'état intéressé dans le cas d'éléments de petite importance mis en place après le montage du Gros- Œuvre ou nécessaire à l'aménagement.

L'ensemble des entrepreneurs devront prendre contact avec tous les services publics et tous les autres adjudicataires des autres lots afin d'arrêter avec eux les dispositions communes à leurs ouvrages respectifs.

Limites de prestations :

**I.16.1 - GROS ŒUVRE**

Trait de niveau

A la charge de l'entrepreneur titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE**:

Sera établi suivant avancement du chantier à + 1,00 m des sols finis sur tous les niveaux du projet et entretenu pendant la durée du chantier.

Organigramme barillet clés

Consistes-en la mise en forme de l'établissement de l'organigramme général des clés avec le Maître d'ouvrage. Les Entreprises concernées sont les Entreprises titulaires des lots :

- Lot 05 – Menuiseries extérieures - Serrureries
- Lot 06 – PLATRERIE / FAUX PLAFONDS / MENUISERIES INTERIEURES / PEINTURE
- 

La coordination, l'établissement ainsi que la réalisation de cet organigramme seront de la responsabilité du Lot 05. Cet organigramme fera la synthèse de tous les besoins au niveau des passes partiels, et généraux, des menuiseries intérieures et extérieures en interface avec l'entreprise concernée (chaque ouvrage comprenant les canons des serrures).

Des serrures provisoires de chantier seront mises à disposition par les entreprises pour assurer le bon fonctionnement de la fermeture et de la sécurité des locaux pendant les phases de travaux.

Il sera remis les passes générales et passes partiels, définis ultérieurement en concertation avec la Maîtrise d'Œuvre, suivant les besoins.

Percements et Réservations

A la charge du lot **03 GROS ŒUVRE**: tous les percements supérieurs à un diamètre de 50 mm.

Chaque entrepreneur devra fournir à l'entreprise de gros œuvre tous les plans de réservation à prévoir dans ses ouvrages dans les délais prescrits par la personne chargée de la coordination des travaux pour les ouvrages neufs. Dans le cas de travaux dans existants, chaque lot devra ses réservations à l'exception de celles prévue au lot **03 GROS ŒUVRE** suivant CCTP correspondant.

Pour les carottages et réservations de taille importantes prévus à la charge du lot **03 GROS ŒUVRE**, les entreprises concernées devront fournir un plan de repérage détaillé et précis remis en temps opportun ou tracer directement les réservations sur place.

A la charge des lots **08 électricité** et **09 Chauffage Ventilation Plomberie**: l'exécution de percement (inférieur à un diamètre de 50 mm) avec reconstitution de degré coupe-feu équivalent si nécessaire pour la réalisation de ces travaux.

Saignées

Toutes les saignées pour le passage de conduits et fourreaux dans les ouvrages en maçonnerie ou béton sont à la charge des entrepreneurs concernés; elles ne pourront être exécutées qu'après accord de l'entreprise de gros œuvre et du bureau d'études béton.

Rebouchage

Le rebouchage à la charge du lot **03 GROS ŒUVRE**, de toutes ces saignées sera adapté au support et particulièrement soigné ; l'entrepreneur devra recueillir l'accord de l'entreprise chargée des revêtements.

Scellements

Le lot **05 Menuiseries Extérieures – Serrurerie** devra la fourniture au lot **03 GROS ŒUVRE** de l'ensemble des ouvrages à sceller.

Le lot **05 Menuiseries Extérieures – Serrurerie** devra la fourniture au lot **03 GROS ŒUVRE** des pré cadre pour la pose des menuiseries extérieures.

Chaque entrepreneur doit l'exécution de ses scellements sauf stipulations contraire dans les CCTP.

#### Incorporations dans les dallages

Le lot **03 GROS ŒUVRE** devra la mise en œuvre de l'ensemble des réseaux sous dallages selon les Plans guides de cheminement des réseaux sous dallage (compris implantation des attentes) fournis par les lots concernés.

#### 03 GROS ŒUVRE

Le lot **03 GROS ŒUVRE** devra la fourniture et mise en œuvre des regards extérieur.

#### Ouvrages divers maçonnés

Le lot **03 GROS ŒUVRE** devra la réalisation :

- Enduit de façade

#### **I.16.2 - ELECTRICITE**

##### Mise à la terre

L'entreprise d'électricité devra toutes les mises à la terre (équipotentielle) des grilles de ventilation, des portes métalliques, des cadres et structures métalliques posés par l'entreprise du lot **05 Menuiseries Extérieures – Serrurerie**.

##### Alimentations électriques spécifiques

Toutes alimentations spécifiques nécessaires aux ouvrages du lot **05 Menuiseries Extérieures – Serrurerie** sont à la charge de l'entreprise adjudicataire du lot **08 électricité**.

Les alimentations nécessaires aux ouvrages du lot **09 Chauffage Ventilation Plomberie** sont à la charge de l'entreprise du lot **08 électricité**.

Les câblages seront laissés en attente de raccordement à proximité des équipements à alimenter avec brin mou de 2m.

#### **I.16.3 - CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE**

Raccordement des évacuations eaux usées des appareils sanitaire sur canalisation enterrées sous le dallage (à la charge du lot **03 GROS ŒUVRE**) ou sur existant selon les cas.

#### **I.16.4 - DOUBLAGES**

##### Saignées

Toutes les saignées, percements ainsi que leur rebouchage, pour le passage de conduits et fourreaux sont à la charge de chaque entrepreneur concerné.

Le rebouchage de toutes ces saignées sera adapté au support et particulièrement soigné ; il devra recueillir l'accord de l'entreprise chargée des revêtements.

Le Titulaire de ce lot devra :

- La pose des huisseries et leur jonction avec les cloisons.
- Les découpages pour incorporation de divers éléments tels que bouches de ventilations, trappes, boîtiers électriques.
- Les calfeutrement par mastic élastomère 1<sup>ère</sup> catégorie entre doublage et menuiseries.
- Incorporation de tasseaux et renforts dans ses ouvrages à la demande des corps d'état intéressés.
- Renforcement des cloisons pour fixation des émetteurs de chaleur et appareils sanitaires

#### **I.16.5 - MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES**

L'entrepreneur titulaire de ces lots devra :

- Détalonnage des portes.
- Mise en œuvre des entrées d'air autoréglables intégrées aux menuiseries.

#### **I.17 - LOCAUX TEMOIN**

Afin de déterminer toutes les prestations tant au niveau des matériaux prescrits qu'à leur coloris respectifs, une chambre témoin sera réalisée le plus rapidement possible. Les Entreprises devront mettre à la disposition du Maître d'œuvre tous les appareillages et prestations matérielles prévues dans leur marché respectif, ainsi que tous les nuanciers, gammes, échantillons, etc... jugés nécessaires par le dit Maître d'œuvre.

Conformément aux articles, les Entreprises auront la responsabilité du local témoin (contenant et contenu) jusqu'à la réception des travaux.

#### **I.18 - RECEPTION DES SUPPORTS**

Chaque Entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir. Il devra faire toutes réserves s'il y a lieu. L'exécution de ses travaux sans observation préalable consignée au P.V de chantier, constitue une acceptation de fait des supports.

#### **I.19 - RACCORDS – ESSAIS – VERIFICATIONS**

##### **I.19.1 - RACCORDS APRES OUVRAGES**

Chaque Entrepreneur doit les raccords après exécution des travaux de son corps d'état. Toutefois, il est conseillé à chaque Entreprise de sous traiter ses propres raccords aux maçons, plâtriers, carreleurs, etc... Afin que la même main subsiste quant à l'aspect. Tous raccords exécutés par l'Entrepreneur lui-même ne sera acceptés que dans la mesure où toutes les qualités de finition auront été requises.

**Seul le Maître d'œuvre est autorisé à juger de la qualité ou de l'aspect final.**

##### **I.19.2 - RACCORDS APRES AJUSTEMENT OU REPARATION**

L'Entrepreneur qui aura à exécuter dans la période de garantie des réparations ou ajustements aura à sa charge les raccords des dommages qu'il aura fait subir aux ouvrages des autres corps d'état.

##### **I.19.3 - ESSAIS - VERIFICATIONS**

Les Entrepreneurs exécuteront à leur frais tous les essais et contrôles qui pourraient leur être demandés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre. Dans le cadre du contrôle technique des ouvrages du type A, imposé par la loi du 4 janvier 1978, et le décret d'application 78.1146 du 7 décembre 1978, les Entreprises ont l'obligation de procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations.

La liste et description de ces essais et vérifications sont données par le document technique COPREC N° 1 et N° 2. Le moniteur des travaux Publics et du bâtiment a publié ces documents au supplément spécial N° 79-22 bis du 28 mai 1979 et 79/30 bis du 23 juillet 1979.

Ces prestations intéressent les corps d'état suivants :

- Electricité, télévision Document A T
- Chauffage Document C H
- Electricité installation électrique) Document E L
- Plomberie (fluides spéciaux) Document F S
- Plomberie Document P B
- Plomberie (réseau d'alimentation en eau) Document R A
- Gros- Œuvre (réseau d'évacuation) Document R E

- V M C (ventilation mécanique) Document V M

## **I.20 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

Les entreprises seront tenues de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection contre l'incendie.

## **I.21 - PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES**

L'attention des entreprises intervenant sur le site est attirée sur la nécessité de prendre toutes les mesures de protections utiles à la sauvegarde des personnes et des ouvrages existants conservés.

L'entreprise titulaire du marché devra par conséquent prendre toutes les dispositions utiles pour ne pas entraîner de perturbation et notamment (sans que cette liste soit limitative) :

- bruits supérieurs à ceux autorisés par les règlements,
- propagation de la poussière,
- circulation d'engins en dehors des zones de clôture du chantier,
- circulation du personnel de chantier et des engins en périphérie de la route.

Compte tenu de la situation du chantier, les entreprises devront obligatoirement observer les consignes du maître d'ouvrage et du CSPS.

Toutes les dispositions seront prises pour maintenir le chantier en parfaite sécurité et totalement clos pour l'ensemble des intervenants et en parfait état de propreté.

Chaque intervenant sera responsable de la sécurité, il y va de la responsabilité de chacun à veiller au respect de ces conditions et d'en informer le cas échéant le CSPS et le maître d'œuvre pour que des dispositions immédiates soient prises.

Le non-respect de ces conditions, après mise en demeure, pourra entraîner le maître d'œuvre à faire intervenir une tierce entreprise aux frais avancés de l'entreprise ne respectant pas ces conditions de sécurité.

Avant toute intervention, l'entrepreneur titulaire du lot **03 GROS ŒUVRE**, devra provoquer auprès des services administratifs intéressés et du maître d'ouvrage, les constats des lieux nécessaires (au niveau des voiries, parkings et abords extérieurs, ...), tant antérieurement que postérieurement à son intervention ; il sera dressé un Procès-Verbal de ces constats dont une copie sera remise au Maître d'ouvrage.

Les frais correspondants seront à la charge du lot **03 GROS ŒUVRE**.

## **I.22 - TROUS, PERCEMENTS ET DIVERS**

En ce qui concerne les ouvrages à construire, les réservations, les inserts, les organes de fixation devront être indiquées sur les plans avec tous repères, cotations et précisions nécessaires, en temps opportun par rapport à l'exécution des ouvrages maçonnés.

Dans le cas de fixation, scellement sur ouvrages maçonnés existants, après s'être assuré de la parfaite tenue du support, les entreprises devront fournir un plan de détail desdites fixations et scellements pour approbation au bureau de contrôle et MOE.

Le maître d'œuvre dans le cas de doute sur le support existant, pourra demander aux entreprises d'effectuer des prélèvements et analyses sur les ouvrages maçonnés pour validation des résistances mécaniques. Les frais correspondants seront pris en charge par les entreprises qui les auront inclus dans leur offre de manière global et forfaitaire.



### **I.23 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES**

Les entreprises devront fournir les plans de recollement le jour de la réception des travaux en 4 exemplaires, plus 1 exemplaire reproductible sur CD, ainsi que tout élément jugé nécessaire par les Maîtres d'œuvres à l'établissement du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), en particulier les fiches de tous les matériels et matériaux mis en oeuvre, les PV de classement, ainsi que l'ensemble des DIUO (documents d'interventions ultérieures sur les ouvrages) etc., les plans de repérage rassemblés dans un classeur en deux exemplaires.

### **I.24 - LIVRAISONS DES LOCAUX**

Tous les locaux et annexes seront livrés en parfait état de propreté, le nettoyage final étant exécuté par les Entreprises ou en cas de défaillance de celles-ci, par une Entreprise spécialisée désignée à cet effet par le Maître d'œuvre et les frais inclus en compte prorata.

### **I.25 - GARANTIE**

La garantie de bon fonctionnement des installations sera assurée par les Entrepreneurs pendant une durée de douze mois.

### **I.26 - SOUS TRAITANT**

Dans le cas où l'entrepreneur ne posséderait pas les qualifications requises pour la réalisation de l'ensemble des prestations, il fera appel à un sous-traitant possédant les qualifications nécessaires. La sous-traitance des travaux devra être effectuée conformément aux textes en vigueur. Les sous traitants devront être soumis à agrément du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

### **I.27 - ISOLATION THERMIQUE ET ACOUSTIQUE – OBLIGATIONS DE PERFORMANCES**

#### **I.27.1 - OBLIGATIONS DE PERFORMANCES**

L'obtention des performances acoustiques, thermiques, d'étanchéité et de résistance au feu décrites dans les CCTP, constitue une obligation contractuelle, elle sera le fruit d'une coordination rigoureuse des études et de la mise en œuvre impliquant pour chaque entreprise une parfaite connaissance du projet.

Cette obligation de résultats concerne non seulement les responsables des ouvrages visés par les performances à atteindre, mais également ceux qui mettent en œuvre des éléments ou des matériels s'incorporant à ces ouvrages.

#### **I.27.2 - REGLEMENTATION THERMIQUE**

Sans objet.

Projet exclu du champ d'application de le RT 2012 : « équipements sportifs uniquement constitués de vestiaires »

#### **I.27.3 - CONFORT ACOUSTIQUE**

L'ensemble de la construction respectera au minimum les normes acoustiques en vigueur.

Le niveau acoustique des équipements sera conforme à ceux donnés dans la norme NF S31-057 d'octobre 1982 (mise à jour mars 2003).

Le bâtiment devra assurer un isolement et une correction acoustique réglementaire tenant compte :

- Des bruits extérieurs,
- Des bruits intérieurs au bâtiment,

### **I.28 - CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA « LOI HANDICAP »**

L'entrepreneur doit se conformer et respecter impérativement la loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées. Cette loi vise désormais sans distinction, tous les types de handicaps : qu'ils soient moteurs, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques.

Cette loi rend essentielle la notion de chaîne de déplacement et de participation.

Toutes les prescriptions et précautions de mise en œuvre et tous les détails de montage, décrits dans ce dossier doivent être mis en œuvre par le présent corps d'état, même s'ils ne sont pas repris en description dans le présent CCTP

**Important:** Les prescriptions obligatoires prévues dans la loi handicap priment sur le présent CCTP.

### **I.29 - PROTECTION DES RESEAUX EXISTANT**

Avant toute intervention sur le terrain, l'Entrepreneur devra procéder, à ses frais, à l'établissement de la liste exhaustive de tous les branchements traversant cette emprise et à éventuellement déposer (eau, électricité, gaz, téléphone, etc...).

Il établira un plan détaillé de vérification des réseaux qu'il fournira au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre bien avant le démarrage de ces travaux et pendant la phase de préparation.

Pour ce faire, l'Entrepreneur prendra contact avec les divers services techniques afin d'obtenir tous les renseignements utiles sur les raccordements existants et, éventuellement, sur les réseaux privés (pouvant desservir les parcelles voisines) ou publics pouvant se trouver dans l'emprise du terrain.

Le Maître de l'Ouvrage se chargera d'effectuer les démarches administratives auprès des services intéressés pour faire procéder à la dépose des branchements.

L'Entrepreneur du présent lot devra soit :

- S'assurer, avant tout commencement des travaux, que tous les branchements ont bien été supprimés.
- Prendre toutes les précautions (pontages, etc...) pour éviter d'endommager les canalisations ou câbles rencontrés et existants.

En cas de détérioration, la réfection et la remise en état des réseaux endommagés sera à la charge du présent lot, de même que les dégâts occasionnés. Il assurera également leur déplacement si nécessaire.

Tous les réseaux devront être coupés et isolés avant d'en effectuer la dépose.

Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur du présent lot devra prendre toutes les précautions pour assurer la protection et l'entretien des réseaux d'assainissement en exploitation dans l'emprise de cette opération.

Dans le cas de rencontre d'une canalisation inconnue dans les fouilles, l'Entrepreneur devra immédiatement en avertir le Maître de l'Ouvrage, l'Architecte et le service concessionnaire concerné et celle-ci n'est démolie que si l'Entrepreneur fait la preuve qu'elle n'est pas en usage à quelque titre que ce soit.

L'Entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ce réseau pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concessionnaire concerné

### **I.30 - DETERIORATION DES EXISTANTS**

L'Entrepreneur est responsable de la protection des existants et de ses ouvrages pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception de ces travaux. Il devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des chaussées et des abords immédiats du chantier.

Le remplacement d'ouvrages existants détériorés ou perdus sera à la charge et aux soins de l'Entreprise responsable. En cas de refus de sa part, le montant de la dépense sera retenu sur les sommes qui lui seront dues. Toutes précautions devront être prises et tous moyens de protection devront être établis par tous les corps d'états, chacun en ce qui les concerne, de manière que l'exécution des travaux ne constitue ni d'entrave ni de danger pour les tiers.

Le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur SPS auront la possibilité d'exiger la mise en place de protections complémentaires qu'ils jugeront utiles sans que l'Entrepreneur du présent lot ne puisse élever de contestations.

Si au cours des travaux de terrassement, un événement compromettant la stabilité des ouvrages voisins est avéré, l'Entrepreneur du présent lot informera immédiatement le Maître d'Œuvre, par lettre recommandée AR. Il devra en attente de décision, cesser ces travaux et parer à toute éventualité en établissant aux besoins des étalements d'urgence.

### **I.31 - SALISSURE SUR LE DOMAINE PUBLIC ET PRIVE**

Pendant toute la durée des travaux, les voies et trottoirs du domaine public et privé devront toujours être maintenues dans un parfait état de propreté. L'Entrepreneur du présent lot devra prendre toutes les dispositions pour assurer durant toute la durée de son intervention, l'entretien et le nettoyage permanent des voies d'accès au chantier avec évacuation des débris tombés sur la chaussée, débouage des engins de transport, arrosage des voies.

L'Entreprise assurera en outre le nettoyage permanent des voies publiques dans un rayon de 200 m de part et d'autre de l'accès du chantier.

Il se conformera sur ce point aux exigences imposées par les services techniques de la Mairie (un débouage pour camions pourra être demandé, celui-ci sera installé à l'entrée du chantier).

En cas de non-respect de cette obligation, l'Entrepreneur sera tenu comme seul responsable des conséquences. Tout manquement de ces obligations par l'Entrepreneur entraîne de plein droit, après mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès au chantier et les pénalités de retard correspondantes.
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du Maître d'Œuvre aux frais et aux dépens de l'entreprise.

Le Maître d'Œuvre pourra, aux frais de l'Entrepreneur, faire exécuter par une autre Entreprise le nettoyage du domaine public et privé, autant de fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions afin de ne pas provoquer de gêne au voisinage (arrosage en période sèche, respect des horaires normaux de travail, etc...).

### **I.32 - SUJETIONS DU A LA CIRCULATION DES ENGINS DE CHANTIER**

La circulation des engins de l'entreprise sera soumise aux restrictions suivantes : L'Entrepreneur du présent lot prendra toutes les précautions nécessaires pour limiter au maximum les chutes de matériaux ou dépôts de boue sur les voies publiques empruntées par son matériel.

Les véhicules seront nettoyés avant la sortie du chantier pour ne pas souiller les voiries publiques empruntées.

L'Entrepreneur du présent lot effectuera en permanence les nettoyages et brossages nécessaires des sorties de chantier ou d'aire de stockage ainsi que le lavage des pneus des engins et camions.

A l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, l'Entrepreneur devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber du véhicule sur les chaussées ou trottoirs.

Les dépenses correspondantes et frais afférents à la mise en place de ces dispositions de nettoyage sont entièrement à la charge de l'Entrepreneur du présent lot, y compris les frais d'entretien des voies, si celles-ci sont dégradées par les engins de l'entreprise.

### **I.33 - NUISANCES AUX RIVERAINS ET USAGERS**

Les terrassements seront exécutés aux engins mécaniques exclusivement. L'emploi d'explosif est strictement interdit.

L'Entrepreneur du présent lot respectera les horaires de travaux qui lui seront indiqués par le Maître d'Ouvrage. La protection des piétons et riverains sera assurée :

- Par la mise en place, le long de la clôture de chantier de protection par écrans verticaux et horizontaux de toutes zones de passage nécessaires aux usagers (mis en place par le lot Gros Œuvre).
- Par l'utilisation d'engins à moteur thermique obligatoirement insonorisé de façon à limiter l'importance de l'ensemble des bruits à 70 dB (A) aux limites du chantier.
- Par l'installation de protection permettant de combattre toutes poussières provenant des travaux, par un arrosage des camions à la sortie du chantier, par un arrosage journalier des voiries, par un arrosage des

ouvrages en cours de terrassement et démolition avec une pression et un débit suffisant pour arroser une vingtaine de mètre.

- Par la prise de mesures permettant, lors du chargement des camions, d'éviter la chute de matériaux sur la chaussée au cours du transport ainsi que la diffusion de poussière ou boues sur la voie publique.

L'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions lors de l'exécution des terrassements le long des parcelles mitoyennes afin de ne pas provoquer de dommages aux bâtiments et clôtures existants et ainsi qu'aux voiries : terrassement avec risbermes et reprises par parties, blindages, protection des talus et toutes sujétions.

#### **I.34 - SECURITE DES USAGERS VOIES PUBLIQUE**

Pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers des voies publiques.

Les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires et nettement dégagés de part et d'autre des sorties de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace public, de jour comme de nuit (signalisation lumineuse clignotante).

Nota : la circulation sera interdite pendant les entrées et sorties du collège (se reporter à ces horaires)

Durant toute la durée des terrassements, des aménagements provisoires devront être maintenus afin d'assurer la circulation sans risque pour les piétons et véhicules. Toutes les précautions devront être prises pour éviter les accidents et nuisances aux riverains.

Les protections réalisées devront être conformes à la réglementation générale et communale.

L'Entrepreneur sera tenu pour responsable de tout accident consécutif à un défaut de signalisation vis-à-vis de la réglementation, qu'il soit originel ou consécutif à une défaillance.

L'Entreprise mettra plusieurs agents de la circulation pour prévenir tout accident à l'extérieur du chantier ; ces agents assureront la manœuvre et la circulation des camions et engins et toutes missions de sécurité.

#### **I.35 - PROTECTION DE LA VEGETALISATION EXISTANTE ET DES ARBRES CONSERVES**

Tous les végétaux existants et conservés devront être protégés, soit individuellement, soit par massif. Ils sont repérés sur le plan de masse Architecte.

Avant tout commencement des travaux, l'entreprise en charge établira la protection des arbres et massifs à conserver par un entourage de chaque fût d'arbre, par un habillage en planches (hauteur 2 m) et la pose d'une clôture autour des massifs et espaces verts à conserver en l'état. Elle veillera également à l'entretien de cette protection et à sa dépose à la réception des travaux.

#### **I.36 - CHANTIER A FAIBLES NUISANCES**

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise du présent lot devra respecter le principe de « Chantier à faibles nuisances », en respectant au minimum les points suivants :

Les entreprises s'engagent à respecter les objectifs d'un chantier respectueux de l'environnement suivants :

- Le respect de la réglementation
- L'organisation du Chantier
- Le contrôle et suivi de la démarche
- L'information des riverains
- La sensibilisation du personnel
- La limitation des nuisances causées aux riverains
- La limitation des risques sur la santé du personnel
- La limitation des pollutions de proximité
- La gestion des déchets via la mise en place d'un SOGED (cf ci après)
- La sécurité incendie

SCHEMA D'ORGANISATION ET GESTION DES DECHETS (S.O.GE.D.) :

Dans ce document, qui sera soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement.
  - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- Le tri sur le chantier des différents déchets de chantier à évacuer (bennes, stockage, emplacement sur le chantier des installations etc....).
  - L'information du maître d'œuvre en phase travaux (composition, quantités, lieu de dépôt envisagé...).

#### DÉCLARATION ENVIRONNEMENTALE DES MATÉRIAUX.

Les entreprises retenues pour réaliser les travaux devront être en mesure de fournir au Maître d'ouvrage les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement et les revêtements intérieurs, en référence à l'application de la norme NF P 01-010.

A défaut, quand elles n'existent pas, pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, doivent au minimum être connues de l'entreprise et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P 01-010. A savoir, l'évaluation des risques sanitaires concerne actuellement :

- La contribution à la qualité sanitaire des espaces intérieurs
- La contribution à la qualité sanitaire de l'eau

Ces informations pourront être le cas échéant, comparées au niveau de performance, quantitatif et qualitatif fixé par le Maître d'ouvrage, en la matière.

#### SECURITE DES TIERS

Par ailleurs, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des riverains et des tiers aux abords du chantier, limiter les nuisances sonores et les propagations de poussières, maintenir en parfait état de propreté les voiries et abords du chantier